

### **Q1 (5 points)**

En juin 2021, un demandeur C a déposé la demande internationale de brevet PCT-C.

La demande PCT-C a été déposée en chinois auprès de l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de la Chine (CNIPA) agissant en qualité d'office récepteur et a fait l'objet d'une recherche par la CNIPA agissant en qualité d'administration chargée de la recherche internationale (ISA).

La demande PCT-C revendique valablement la priorité d'une demande antérieure déposée par le même demandeur C en juillet 2020.

Le demandeur C souhaite obtenir un brevet pour la demande PCT-C dans tous les États parties à la CBE dès que possible.

La demande internationale de brevet et le rapport de recherche internationale ont été publiés en janvier 2022. Le fascicule de la demande PCT-C comprend 15 pages de description, cinq revendications et ne contient aucun dessin.

Dans le cadre du chapitre II du PCT, le demandeur C a déposé un nouveau jeu de revendications selon l'article 34 PCT comprenant 19 revendications.

Sur la base de ce nouveau jeu de revendications, un rapport préliminaire international sur la brevetabilité (IPRP) positif a ensuite été délivré par la CNIPA agissant en qualité d'administration chargée de l'examen international (IPEA) en octobre 2022.

Dans une lettre reçue par votre cabinet aujourd'hui (1<sup>er</sup> novembre 2022), le demandeur vous demande d'engager immédiatement la procédure de délivrance d'un brevet européen relatif à la demande PCT-C sur la base des documents sur lesquels l'IPRP est basé.

**Q1-1** Que faut-il faire et quelles taxes doivent être payées pour s'assurer que l'OEB commence l'examen au titre de l'article 94 CBE dès que possible ?

### **Q2 (5 points)**

Le 4 octobre 2022, le demandeur E, un inventeur ayant son domicile en Argentine, a déposé une requête en délivrance d'un brevet européen (Formulaire OEB 1001) accompagnée des revendications et des dessins en espagnol. Aucune priorité n'a été revendiquée. Le demandeur E a uniquement déposé les revendications et les dessins.

Le 14 octobre 2022, le demandeur E a déposé la description manquante en espagnol auprès de l'OEB.

Le 27 octobre 2022, le demandeur E a déposé une traduction anglaise de la description, des revendications et des dessins ainsi qu'une lettre d'accompagnement auprès de l'OEB, et il a acquitté les taxes de dépôt et de recherche.

Dans une notification datée du 4 novembre 2022, le demandeur E a été invité par l'OEB à désigner un mandataire.

Aujourd'hui, le 21 novembre 2022, le demandeur E a demandé à un cabinet européen de conseils en brevets de le représenter dans le cadre d'une procédure devant l'OEB.

**Q2-1** Quelle date sera attribuée comme date de dépôt ? Pourquoi ?

**Q2-2** Quelles actions le mandataire doit-il effectuer pour que la recherche relative à la demande puisse commencer ?

### **Q3 (5 points)**

Le 21 novembre 2022, vous recevez un courriel d'un avocat en Espagne. Il vous demande de préparer une demande de brevet européen devant être déposée par un des conseils en brevet travaillant pour votre cabinet en revendiquant la priorité de la demande ES, une demande de brevet espagnol contenant une description, des revendications et des dessins, déposée auprès de l'Office espagnol des brevets (OEPM) le 19 novembre 2021.

Il est uniquement indiqué dans le courriel que le demandeur est une université qui veut obtenir un brevet européen en dépensant le moins d'argent possible et que la demande à déposer soit exactement la même que la demande ES. La taxe d'examen doit cependant être acquittée immédiatement. Le courriel comprend deux pièces jointes: l'une est une copie de la demande ES telle que déposée, l'autre un document contenant le nom et les coordonnées du demandeur. Cependant, les pièces jointes sont corrompues et ne peuvent être ouvertes.

Dans ce courriel, l'avocat en Espagne vous informe qu'il ne peut pas être contacté aujourd'hui.

**Q3-1** Comment et jusqu'à quand doit-on déposer la demande ?

**Q3-2** Pouvez-vous encore déposer la demande si aucun mandataire agréé n'est disponible pour signer aujourd'hui ?

Vous êtes informé(e) que vous recevrez dans deux jours un courriel de l'avocat espagnol avec une nouvelle pièce jointe, et vous êtes également informé(e) que la demande ES comporte 18 revendications et 40 pages.

**Q3-3** Si une date de dépôt a été accordé, quelles sont les conditions de forme à remplir et quelles sont les taxes à acquitter pour que la demande de brevet européen soit publiée ? Veuillez également mentionner les délais.

#### **Q4 (10 points)**

Votre client, la société Happycook GmbH, est un fabricant d'appareils de cuisine dont le siège est situé en Allemagne. Le 7 octobre 2021, votre client a déposé une demande de brevet européen pour laquelle il a valablement acquitté la taxe de dépôt et la taxe de recherche. Le rapport de recherche européenne élargi a été reçu le 10 mai 2022 et contient quatre citations X, deux citations Y et deux citations A. Le rapport a été analysé par un conseil en brevets de votre cabinet qui a préparé une description et des revendications modifiées ainsi qu'une lettre contenant les arguments et l'explication des modifications.

Votre client vous contacte le 1<sup>er</sup> juin 2022 et vous demande de déposer une demande internationale de brevet avant le 15 juin 2022.

Votre client vous demande d'inclure dans le dossier de dépôt de la demande internationale de brevet non seulement la description et les revendications modifiées mais aussi la lettre contenant les arguments et l'explication des modifications.

**Q4-1** Quelle procédure permet d'inclure une telle lettre contenant les arguments et l'explication des modifications dans les documents de dépôt de la demande internationale de brevet ?

**Q4-2** Quel(s) office(s) récepteur(s) et quelle(s) administration(s) chargée(s) de la recherche internationale peuvent être choisis lorsque vous souhaitez appliquer cette procédure ? Veuillez justifier votre réponse.

**Q4-3** Comment pouvez-vous obtenir un brevet à Taïwan pour cette invention ?

Vous déposez la demande internationale de brevet le 3 juin 2022. Le lendemain, il est constaté que la date de dépôt de la demande établissant la priorité a été inscrite par erreur au 10 juillet 2021. La date de dépôt correcte de la demande établissant la priorité est le 7 octobre 2021.

**Q4-4** Quel est le délai pour corriger cette erreur ? Veuillez justifier votre réponse.

Le 1<sup>er</sup> septembre 2022, le rapport de recherche internationale est reçu, y compris l'opinion écrite. Malheureusement, le rapport cite toujours des éléments de l'état de la technique et les revendications ne sont pas encore considérées comme nouvelles et inventives. Votre client est très désireux d'obtenir un rapport d'examen préliminaire international (IPER) positif avant d'entrer dans la phase nationale pour accélérer le processus et vous prie de déposer une demande.

**Q4-5** Jusqu'à quand une demande d'examen préliminaire internationale peut-elle être déposée ? Veuillez expliquer votre réponse.

**Q4-6** Quel(s) office(s) sont des administrations chargées de l'examen préliminaire international compétentes ? Veuillez expliquer votre réponse.

**Q4-7** Faut-il attendre la publication de la demande pour entrer dans la phase nationale/régionale ? Veuillez expliquer votre réponse.

**Q5 (5 points)**

Au cours de la procédure orale du 1<sup>er</sup> février 2022, la division d'examen a décidé de refuser la demande de brevet européen EP-A. Le 17 mars 2022, le demandeur A a reçu la signification de cette décision datée du 14 mars 2022.

**Q5-1** Quand le délai pour déposer un acte de recours a-t-il expiré ?

Le 16 mai 2022, le demandeur A a déposé un acte de recours et acquitté la taxe de recours. Envisagez la situation suivante :

**Q5-2** Le demandeur A a retiré le recours le 5 juillet 2022 sans avoir déposé de mémoire exposant les motifs du recours. La taxe de recours sera-t-elle remboursée ?

Le 5 juillet 2022, le demandeur A a déposé un mémoire exposant les motifs du recours. En octobre 2022, le demandeur A a reçu une notification au titre de la règle 100(2) CBE adressée par la chambre de recours. Envisagez la situation suivante :

**Q5-3** En réponse à cette notification, le demandeur A a immédiatement retiré le recours. La taxe de recours sera-t-elle remboursée ?